

Forum de ce numéro : **Menace sur le social et la santé**

Éditorial

La démocratie est menacée

Le constat est alarmant : partout dans le monde, la démocratie recule. Alors que l'on assistait au XX^e siècle à une augmentation réjouissante des pays accordant davantage de libertés à leurs peuples, on constate actuellement un durcissement des droits politiques un peu partout dans le monde.

On ne veut pas parler des pays qui, comme la Chine, l'Iran et la Libye par exemple, n'ont jamais connu d'autres régimes que ceux qui soumettaient le peuple à une féroce dictature. Non, la régression s'opère dans des nations qui, jusqu'à maintenant, étaient considérées comme des modèles de tolérance.

La démocratie est un régime politique qui repose sur cinq piliers : le respect des libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs, la tenue d'élections libres régulières, la souveraineté du peuple et le pluralisme politique. En un mot, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Combien des 193 pays membres de l'ONU peuvent prétendre correspondre à cette définition ?

Prenons l'exemple des États-Unis. Le premier amendement de la Constitution garantit la liberté d'expression. Et pourtant, depuis que Donald Trump est au pouvoir, des télévisions et des radios licencient les animateurs qui ont osé se moquer du président ou contester ses agissements. Et que dire des milliers de fonctionnaires qui ont été licenciés tout simplement parce qu'ils refusaient d'appliquer la politique d'extrême-droite de Trump ?

En Russie, ce n'est pas mieux : le peuple est trompé par les paroles guerrières de Poutine, à tel point que la grande majorité de la population estime que l'invasion de l'Ukraine est une guerre juste. Et les opposants se font rares car ils sont systématiquement emprisonnés (ou même empoisonnés comme Alexeï Navalny).

Et en Suisse ? La liberté est heureusement encore respectée. Mais, de plus en plus, les autorités fédérales se sont éloignées des préoccupations

du peuple, ce qui explique peut-être l'abstention de plus en plus importante lors des votations. Un exemple : selon un récent sondage d'opinion, 80 % de la population souhaiterait revoter sur l'acquisition de nouveaux avions pour l'armée. Et pourtant, la majorité de droite du Conseil Fédéral et du Parlement s'oppose à redonner la parole au peuple.

Ce dernier a par ailleurs accepté il y a quelques années de créer un service civil. Aujourd'hui, on veut durcir ses conditions d'accès (et réduire ses effectifs de 6600 à 4000) et ainsi pénaliser les nombreuses associations qui ont recours à lui.

Plus près de nous, notre ami journaliste Alain Prêtre est condamné parce qu'il avait pris la défense du loup et tenu des propos un peu vifs à l'égard de certains politiciens et chasseurs. Pour avoir usé de sa liberté d'expression, il devra s'acquitter d'une somme de 15 000 CHF.

On le voit, il n'est pas bon aujourd'hui de dire la vérité ou de contester la parole officielle. Il nous appartient de nous exprimer avec franchise et de ne pas taire les divergences que nous pouvons avoir avec ceux qui pensent autrement. Au 17^e siècle, le philosophe Nicolas Boileau disait : « C'est de la confrontation des idées que jaillit la lumière ».

Mettons en pratique cette belle maxime.

Rémy Cosandey

Moi, Président des présidents

Il rêvait de lauriers
Prix Nobel de la Paix
Comment faire taire les armes
Semeurs de mort, de larmes

A coups de taxes douanières
Imposées, arbitraires
Je mérite mieux que ça
Suis chef des USA

A défaut de Nobel
Vais créer mon label
Puis, m'autoproclamer
Trump, Président de la Paix

Emilie Salamin-Amar